

L'opposition appâtée par le dialogue avec Kabila

RD CONGO L'opposant Vital Kamerhe acceptera-t-il de devenir Premier ministre ?

► Un troisième mandat pour le président Kabila ?

► Moïse Katumbi demeure l'adversaire numéro un.

► Mais on s'interroge sur l'attitude de Vital Kamerhe, l'ex-président de l'Assemblée nationale.

ANALYSE

Quatre mois avant la fin – théorique – du mandat du président Kabila, la situation au Congo demeure confuse... avant de devenir explosive ? L'hypothèse selon laquelle Vital Kamerhe deviendrait Premier ministre à la tête d'une équipe de transition pour gérer le « glissement », c'est-à-dire le retard du processus électoral, est-elle de nature à apaiser les esprits ? Ou à les échauffer davantage ?

Même s'il a pris ses distances avec les autres membres de l'opposition, et entre autres ceux d'entre eux qui s'étaient réunis à Genval en juin dernier autour d'Etienne Tshisekedi, Kamerhe ne manque pas d'atouts : il a été l'un des acteurs clés du dialogue intercongolais. Celui-ci avait mené en 2002 aux accords de paix de Sun City. Kamerhe connaît personnellement tout le personnel politique national et international, il a présidé avec brio l'Assemblée nationale, il s'exprime avec éloquence, dans les quatre langues du pays. En plus de l'expérience du pouvoir, sa popularité est bien réelle.

Le pouvoir a gagné du terrain

Vital Kamerhe acceptera-t-il de mettre en jeu son capital politique pour participer à un dialogue avec le pouvoir, dans lequel la plupart des opposants et surtout de l'opinion congolaise ne

voient qu'un nouveau processus de cooptation des élites. Et ce pour, une fois encore, tenter de gagner du temps et de prolonger le mandat du président Kabila au-delà des délais légaux ? Aux yeux de la presse congolaise, le fait que M. Kamerhe ait, à plusieurs reprises, rencontré le « facilitateur » nommé par l'Union africaine, l'ancien président du Togo Edem Kodjo, renforcerait cette hypothèse – même si l'intéressé rappelle qu'il défend toujours le respect de la Constitution et des délais prescrits.

A l'heure actuelle, il est pratiquement acquis que le pouvoir, par manque de moyens et surtout de volonté politique, a rendu impossible l'organisation d'élections d'ici la fin de l'année 2016 : la Ceni (Commission électorale indépendante) aura besoin de plusieurs mois pour nettoyer les fichiers électoraux de tous les citoyens décédés depuis 2011 et surtout pour enrôler les jeunes ayant atteint l'âge de la majorité.

En janvier 2015 cependant, la seule idée d'une révision de la loi électorale avait réussi à enflammer les principales villes du pays. A Kinshasa, les partis d'opposition eux-mêmes avaient été dépassés par l'ampleur de la colère populaire. Seule une répression musclée, avec de nombreuses victimes, avait empêché les pillages et les violences incontrôlées engendrées autant par la frustration sociale que par le désaccord politique. A l'époque, le message de l'opinion publique semblait clair : c'était « non » au « glissement », « non » à une prolongation du mandat présidentiel.

Près de deux ans plus tard, ainsi que le relève le quotidien *Le Phare*, le pouvoir a nettement gagné du terrain : les onze provinces existantes ont été démembrées en 26 provincettes tandis que la fronde du puissant Katanga (démembré en quatre pro-

vinces...) a été désamorcée.

En outre, des « commissaires spéciaux » chargés d'administrer les nouvelles entités et directement nommés par Kinshasa ont

remplacé les gouverneurs de province naguère élus par les Assemblées provinciales. Quant à la Ceni, elle n'a pas été pourvue des moyens financiers lui permettant d'exécuter son mandat dans les délais requis.

Le blocage

Face à ces blocages, le G7, coalition des partis d'opposition, entend contraindre la Ceni à respecter les délais et à publier son calendrier électoral le 19 septembre prochain. L'ancien gouverneur du Katanga, Moïse Katumbi, passé à l'opposition, est le plus constant dans cette exigence et il est désormais soutenu par Etienne Tshisekedi, le leader historique du principal parti d'opposition l'UDPS. Lors de son retour à Kinshasa voici deux semaines, Tshisekedi avait tenu un discours radical, exigeant le respect des délais légaux et refusant le dialogue que le pouvoir entend organiser.

Ce « dialogue national » aurait pour objet de permettre au pouvoir et à l'opposition de se mettre d'accord sur un délai qui rendrait possible l'organisation du scrutin dans des conditions acceptables. Durant cette période intermédiaire, des membres de l'opposition pourraient être invités à partager le pouvoir. Edem Kodjo serait chargé d'organiser ce dialogue, mais, à part de nombreux contacts, il n'a guère progressé jusqu'à présent.

Ce blocage est inquiétant car la situation pourrait déraiser sinon échapper à tout contrôle une fois que, fin novembre 2016, sera atteinte la « date de péremption » du pouvoir. C'est pourquoi la conférence des évêques catholiques, consciente du danger, a fi-

ni par se prononcer en faveur du dialogue, afin d'éviter l'épreuve de force.

D'autres défections sont envisageables, plusieurs hommes politiques estimant soit que Kabila et les siens (dotés d'un important arsenal répressif et de moyens financiers considérables) sont trop forts, soit que les risques d'une dérive à la burundaise sont trop grands.

Les moyens matériels des uns et des autres comptent dans l'équation : si Moïse Katumbi, l'ex gouverneur du Katanga, est désormais considéré par le pouvoir comme l'adversaire principal, c'est aussi parce qu'il est pratiquement la seule personnalité politique à disposer de moyens matériels permettant une campagne électorale menée à l'échelle de ce pays-continent. ■

COLETTE BRAECKMAN

EST DU CONGO

Nouveau massacre

51 corps de civils ont été comptabilisés lundi à Beni, après un massacre attribué par l'armée à des rebelles ougandais dans la nuit de samedi à dimanche à l'est du pays. Selon Teddy Kataliko, membre de la Coordination de la société civile de Beni, des familles ont refusé de placer leurs défunts à la morgue mais « ont décidé d'organiser leurs deuils en privé et refusent que le gouvernement les enterre alors qu'il ne les avait pas sécurisés de leur vivant ». Le porte-parole du gouvernement estime que le bilan avancé « n'est pas vérifiable ». Le gouvernement a proclamé un deuil national de trois jours après cette tuerie qui a provoqué la colère de la population. Le président Joseph Kabila ainsi que le Premier ministre Matata se rendront à Beni. (afp)